

QUEL AVENIR POUR LE MINISTÈRE DES SPORTS ?

Entre un président du CNOSF qui avait négocié au plus haut niveau les pleins pouvoirs sur le sport en France, avant d'être désavoué par sa base, et une ministre des sports qui a découvert, tardivement qu'elle était là pour fermer son ministère, le président Macron a tranché en annonçant, par voie de presse et à la surprise générale, la création d'une « agence » pour le sport français. Cette structure serait chargée à la fois de la gestion du haut niveau et du développement du sport pour tous.

Alors que le chantier sur la gouvernance du sport n'en était qu'à la moitié de ses travaux et que plusieurs rapports sur le sport ont été commandités d'ici l'été, au moment où les propositions du Comité Action Publique 2022 seront rendues publiques, on comprend mal pourquoi cette annonce intervient maintenant. De plus, de nombreuses questions se posent. Pourquoi une agence ? Avec quelles missions ? Sous quel statut juridique ? Quel fonctionnement ? Quel impact pour les personnels ?

Donnant l'impression d'être mis devant le fait accompli, le Ministère des Sports semble chercher un moyen de répondre à la commande présidentielle. Au moment où le comité de pilotage du chantier sur la gouvernance annonçait avoir retenu le scénario de la gouvernance partagée à responsabilités réparties, avec la création de structures collégiales de concertation et de décision au niveau national et au niveau territorial (déclaration du COPIL du 15 mai 2018), le Ministère réunissait les représentants des personnels pour évoquer une « structure partenariale nationale ayant surtout vocation à répartir des financements », ajoutant que le 4^{ème} scénario sur la gouvernance n'était pas forcément celui qui serait retenu au final. Pourtant, ça y ressemble fortement ...

Au final, qui va décider ? Compte-tenu de la ligne gouvernementale qui ne propose que des options hostiles à tout ce qui est « public », dans un simulacre de concertation où on réunit les partenaires, mais on ne retient que les propositions allant dans le sens voulu, il est pour l'instant difficile



d'imaginer les implications concrètes pour les agents du MJS. Ce qui est malheureusement prévisible, c'est que les grands perdants seront « le sport » en lui-même, ainsi que les citoyens français.

Dans un contexte où tout le monde semble naviguer à vue, le SNEP-FSU ne se résigne pas. Fort de ses 10 propositions pour le sport et de ses contributions pour un pôle éducatif interministériel, le SNEP-FSU garde, lui, son cap.

gwenaelle.natter@snefsu.net

DU PROGRÈS SOCIAL, ILS VEULENT FAIRE TABLE RASE !

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, force est de constater que ses choix sont clairement orientés pour satisfaire toujours mieux, les plus riches. Quand un président décide avec son gouvernement de remettre en cause l'ensemble des solidarités collectives au prétexte que l'État ne pour-

rait pas tout et que dans le même temps, il sert les intérêts des actionnaires et les profits de ses riches relations, il est clair que nous sommes face à une politique de « classes » qui sert le capital au détriment du travail.

Comment accepter que notre pays revienne sur des conquêtes sociales acquises de haute lutte ? L'argent ne manque pas, les richesses produites sont importantes et permettent cette année à la France de devenir n°1 au classement des États, pour la redistribution des bénéfices aux actionnaires. Des milliards d'euros échappent à l'impôt de façon légale (niches fiscales, suppression de l'ISF, CICE...), ou illégale (évasion, fraude aux cotisations sociales patronales...) et du coup manquent au pays pour financer les services publics et la protection sociale.

Le président Macron et son gouvernement font délibérément le choix de favoriser les plus riches au détriment de l'intérêt général et du besoin de réduire des inégalités qui explosent. Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires avec pour effet un service

aux usagers dégradé, augmentation de la CSG des retraités, baisse de APL, ... Alors que le Rapport Borloo vient d'être remis au 1er ministre et qu'il pointe un certain nombre d'urgences, le président annonce qu'il n'y aura pas de « plan banlieue » ! En parallèle, des fuites de Bercy annoncent un projet de réduction des aides sociales (logement, APA, Handicap, Bourses...). Ces orientations sont une véritable mise en pièce de notre modèle social qui avait, pour l'heure, permis de limiter les effets des crises économiques.

Face à tant de mépris et de telles attaques, il y a un impérieux besoin de développer de larges mobilisations pour imposer d'autres choix politiques qui permettent de répondre aux besoins de l'immense majorité et nous remettent sur la voie du progrès et de la justice sociale. C'est à ce prix que nous pouvons porter l'espoir d'un avenir meilleur pour la jeunesse, qui se trouve à cette heure, dans la situation de devoir moins bien vivre que ses parents.

polo.lemonnier@snefsu.net



Dessin extrait du site "Le Comptoir"